

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NO : R-4277-2024

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ c. H-5) ayant son siège social au 75, René-Lévesque Ouest, dans la cité et district de Montréal, province de Québec

Demanderesse

**DEMANDE RELATIVE À LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU POSTE
JEAN-JACQUES-ARCHAMBAULT À 735-120 KV**

[Articles 31(5°) et 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ c. R-6.01) et articles 1, 2 et 3 du *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie* (RLRQ c. R-6.01, r. 2)]

**AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LA DEMANDERESSE EXPOSE
RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

1. Elle est une entreprise dont les activités de transport d'électricité sont assujetties à la juridiction de la Régie de l'énergie (la « Régie ») dans la mesure prévue à la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi »).
2. Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le « Transporteur ») a pour mandat, entre autres, de développer et d'exploiter le réseau de transport de façon à satisfaire les besoins des clients tout en assurant la pérennité du réseau.
3. En vertu de l'article 73 de la Loi, le Transporteur doit obtenir l'autorisation de la Régie, aux conditions et dans les cas qu'elle a fixés par son *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie* [RLRQ c. R-6.01, r. 2] (le « Règlement »), pour acquérir, construire ou disposer des immeubles ou des actifs destinés au transport d'électricité.
4. En vertu du sous-paragraphe 1° a) de l'article 1 du Règlement, le Transporteur doit obtenir une autorisation de la Régie pour acquérir et construire des immeubles ou des actifs destinés au transport d'électricité et dont le coût est de 65 millions de dollars et plus.

5. Le Transporteur demande à la Régie d'autoriser la construction du nouveau poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV ainsi que la réalisation de travaux connexes (ci-après le « Projet »), dont le coût est de 385,2 M\$ additionné de 112,7 M\$ issus du dossier R-3978-2016, comme plus amplement décrit à la pièce HQT-1, Document 1.
6. Le Projet s'inscrit dans la catégorie d'investissement « Croissance des besoins de la clientèle ». Il vise à répondre à la croissance de la demande d'électricité de la région de Lanaudière, tel qu'il appert de la pièce HQT-1, Document 1.
7. La preuve déposée au soutien de la demande inclut tous les renseignements exigés par le Règlement, tel qu'il appert notamment du tableau de concordance (tableau 1) de la pièce HQT-1, Document 1 produite au dossier.
8. Conformément à l'article 30 de la Loi, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à l'annexe 1 de la pièce HQT-1, Document 1 en raison de leur caractère confidentiel, pour des motifs d'intérêt public et comme la Régie l'a déjà reconnu pour le même type d'informations dans ses décisions D-2016-086 et D-2016-091. Le Transporteur demande que cette ordonnance soit rendue pour une période sans restriction quant à sa durée.
9. Conformément à l'article 30 de la Loi, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance sans restriction quant à sa durée, interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements confidentiels contenus à la pièce HQT-1, Document 1, sections 2, 4, 5 et 8 en raison de leur caractère confidentiel, pour des motifs d'intérêt public comme la Régie en est déjà saisie pour des informations similaires dans les dossiers R-4270-2024 et R-4271-2024. Les motifs qui supportent cette demande de traitement confidentiel du Transporteur sont décrits à l'affirmation solennelle de son représentant ci-jointe.
10. Conformément à l'article 30 de la Loi, en raison de leur caractère confidentiel ainsi que pour des motifs d'intérêt public, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 2 ainsi qu'à la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, et ce pour les motifs décrits à l'affirmation solennelle jointe jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet.
11. Conformément à l'article 30 de la Loi, en raison de leur caractère confidentiel ainsi que pour des motifs d'intérêt public, le Transporteur demande à la Régie de rendre une ordonnance interdisant la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 6 et ce, pour les motifs décrits à l'affirmation solennelle jointe jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt (20) ans de la mise en service finale du Projet selon la décision D-2022-003.

12. Suivant la pratique établie depuis la réglementation des activités du Transporteur, ce dernier fera état de l'évolution des coûts globaux du Projet lors du dépôt de son rapport annuel à la Régie. Selon les indications de la Régie, si le Transporteur doit présenter le suivi des coûts réels du Projet sous la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts globaux des travaux par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, il demande à la Régie de lui permettre de présenter ce suivi sous pli confidentiel. Il présentera également un suivi de l'échéancier du Projet et fournira, le cas échéant, l'explication des écarts majeurs entre les coûts projetés et réels ainsi que des écarts d'échéances.
13. La pratique mise en place par la Régie permet aux intervenants au dossier de consulter les documents confidentiels en souscrivant à un engagement de confidentialité en faveur du Transporteur. Ce dernier propose que cette pratique soit rendue disponible aux intervenants reconnus dans ce dossier dans la mesure où il ne s'agit pas de fournisseurs de biens et services d'Hydro-Québec dans le cadre du Projet ou de tout autre projet.
14. Considérant la nature de la demande et l'article 25 de la Loi, le Transporteur prie la Régie de procéder à l'étude de la présente demande par voie de consultation.
15. Compte tenu du délai requis pour la réalisation des travaux, le Transporteur souhaite que la décision de la Régie à l'égard de la présente demande soit rendue en mars 2025, et ce afin que les travaux puissent se réaliser selon le calendrier prévu.
16. La présente demande est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA RÉGIE :

ACCUEILLIR la présente demande ;

INTERDIRE la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 1 pour une période sans restriction quant à sa durée ;

INTERDIRE la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, sections 2, 4, 5 et 8 pour une période sans restriction quant à sa durée ;

INTERDIRE la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 2, ainsi qu'à la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1 jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet ;

INTERDIRE la divulgation, la publication et la diffusion des renseignements contenus à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 6 jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet ;

AUTORISER le Transporteur à présenter le suivi des coûts réels du Projet sous pli confidentiel, si la Régie détermine qu'il doit être présenté selon la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts globaux des travaux par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, et en interdire la divulgation, la publication et la diffusion jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale du Projet ;

ACCORDER au Transporteur l'autorisation requise en vertu de l'article 73 de la Loi afin de réaliser le Projet, le tout conformément à la preuve soumise à l'appui de la présente demande, le Transporteur ne pouvant apporter sans autorisation préalable de la Régie aucune modification au Projet qui aurait pour effet d'en modifier de façon appréciable les coûts ou la rentabilité.

Montréal, le 18 octobre 2024

(s) Hydro-Québec – Affaires juridiques

Hydro-Québec – Affaires juridiques
(Me Yves Fréchette)

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussignée, **Wahiba Salhi**, cheffe –Stratégies et affaires réglementaires et tarifaires – Transport, Groupe – Affaires corporatives, juridiques et réglementaires et gouvernance, Hydro-Québec, au Complexe Desjardins, tour Est, 15^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. La demande d'autorisation et la preuve documentaire du Transporteur ont été préparées en partie sous ma supervision et mon contrôle ;
2. J'ai une connaissance personnelle des faits relatifs à la réglementation et à la tarification du Transporteur allégués dans la demande d'autorisation et la preuve documentaire ;
3. Tous les faits relatifs à la réglementation et à la tarification du Transporteur allégués à la demande d'autorisation et à la preuve documentaire sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,
le 18 octobre 2024

(s) Wahiba Salhi

Wahiba Salhi, cheffe – Stratégies et affaires
réglementaires et tarifaires – Transport

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon
commissaire à l'assermentation # 150462
Pour tous les districts du Québec

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné, **Charles-Éric Langlois**, chef – Conception des réseaux régionaux, Direction – Conception intégrée et optimale du système énergétique, Groupe – Exploitation et infrastructures, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 9^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. La présente demande d'autorisation du Transporteur a été préparée en partie sous ma supervision et mon contrôle ;
2. J'ai une connaissance personnelle des faits relatifs à la planification et à la réalisation des travaux du Transporteur allégués dans la présente demande d'autorisation ;
3. Tous les faits relatifs à la planification et à la réalisation des travaux du Transporteur allégués à la demande d'autorisation sont vrais.

Et j'ai signé à Montréal, Québec,
le 18 octobre 2024

(s) Charles-Éric Langlois

Charles-Éric Langlois

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon

commissaire à l'assermentation # 150462
Pour tous les districts du Québec

AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT LA PIÈCE HQT-1, DOCUMENT 1,
ANNEXE 1 DÉPOSÉE SOUS PLI CONFIDENTIEL

Je, soussigné, **Charles-Éric Langlois**, chef – Conception des réseaux régionaux, Direction – Conception intégrée et optimale du système énergétique, Groupe – Exploitation et infrastructures, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 9^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. L'annexe 1 de la pièce HQT-1, Document 1 déposée sous pli confidentiel dans le présent dossier a été préparée sous ma supervision et mon contrôle ;
2. Cette annexe représente les schémas de liaison et unifilaires relatifs au Projet soumis pour autorisation à la Régie et contient des renseignements d'ordre stratégique concernant les installations du Transporteur ;
3. Les schémas contiennent des informations de la nature de celles identifiées par la Federal Energy Regulatory Commission dans son ordonnance 630 du 21 février 2003 ainsi qu'à ses ordonnances subséquentes 630-A (23 juillet 2003), 643 (23 juillet 2003), 649 (3 août 2004), 662 (21 juin 2005), 683 (21 septembre 2006), 702 (30 octobre 2007) et 833 (17 novembre 2016) et à cet effet, les installations du Transporteur sont sujettes au même type de risque de sécurité ;
4. La divulgation publique de ces renseignements faciliterait la localisation des diverses installations (lignes et postes), permettrait d'identifier leurs caractéristiques et ainsi pourrait compromettre la sécurité du réseau de transport du Transporteur ;
5. Pour des motifs de sécurité de ses installations, le Transporteur soumet que le caractère confidentiel de ces renseignements doit être reconnu par la Régie, et ce pour une période sans restriction quant à sa durée ;
6. Le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des documents décrits au paragraphe 1 de la présente puisque leur caractère confidentiel de même que l'intérêt public le requièrent.

(Suite page de signature)

Et j'ai signé à Montréal, Québec,
le 18 octobre 2024

(s) Charles-Éric Langlois

Charles-Éric Langlois

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon

commissaire à l'assermentation # 150462, pour tous les districts du Québec.

**AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT LA PIÈCE HQT-1, DOCUMENT 1,
SECTIONS 2, 4, 5 et 8 DÉPOSÉES SOUS PLI CONFIDENTIEL**

Je, soussigné, **Stéphane Desbiens**, directeur Conformité et Fiabilité, dans la Direction Principale - Contrôle des Mouvements d'Énergie et Exploitation du Réseau, Groupe Exploitation et infrastructures au Complexe Desjardins, Tour Est 13^e étage dans la ville de Montréal, province du Québec, affirme solennellement ce qui suit :

I. INTRODUCTION

1. J'occupe les fonctions de directeur Conformité et Fiabilité, dans la Direction Principale - Contrôle des Mouvements d'Énergie et Exploitation du Réseau d'Hydro-Québec, agissant pour les fins de la présente demande.
2. La Direction Principale - Contrôle des Mouvements d'Énergie et Exploitation du Réseau a pour principale mission de maintenir et d'exploiter le réseau de transport d'électricité du Québec.
3. La direction principale précitée agit à titre de Coordonnateur de la fiabilité au Québec.
4. Dans le cadre de l'exercice de diverses fonctions, la direction principale précitée doit notamment participer afin d'assurer la sécurité et la fiabilité des installations du réseau de transport et des infrastructures énergétiques critiques.
5. Dans le cadre de l'exercice de diverses fonctions, la direction principale précitée doit notamment participer pour assurer la confidentialité des données afin de prévenir tout acte malveillant pouvant affecter le réseau de transport d'électricité au Québec.

II. OBJET DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

6. La pièce HQT-1, Document 1 déposée sous pli confidentiel dans le présent dossier a été préparée sous la supervision et le contrôle du Transporteur.
7. Les sections 2, 4, 5 et 8 de cette pièce présentent des informations de planification et d'exploitation, notamment du nombre de transformateurs dans un poste, des capacités et marges en exploitation de transformateurs et de lignes, les calendriers de dépassements de capacités de transformateurs et de lignes, des stratégies de relève et de gestion de contingences, et des précisions quant à la nature de la charge raccordée à certains postes.
8. Dans le présent dossier, le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des renseignements en lien avec les sections 2, 3, 4, 5 et 8 de la pièce HQT-1, Document 1, tel que représenté dans la version caviardée de la pièce précitée, ci-après les « Informations confidentielles ».
9. Les Informations confidentielles présentent des renseignements d'ordre stratégique concernant les installations du Transporteur.

10. Cette demande du Transporteur est fondée et d'intérêt public pour les motifs décrits ci-après.

III. MOTIFS DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

11. Les dépôts d'information comparables aux Informations confidentielles au présent dossier sont faits depuis de nombreuses années.
12. Le contexte de la sécurité des installations, tant physique qu'électronique, est en évolution constante depuis 2000.
13. Des incidents terroristes, dont l'attaque du 11 septembre 2001 aux États-Unis, ont motivé la Federal Energy Regulatory Commission (la « FERC ») à restreindre certaines informations en les désignant comme confidentielles par les ordonnances 630 du 21 février 2003 ainsi qu'à ses ordonnances subséquentes 630A (23 juillet 2003), 643 (23 juillet 2003), 649 (3 août 2004), 662 (21 juin 2005), 683 (21 septembre 2006), 702 (30 octobre 2007) et 833 (17 novembre 2016).
14. La FERC considère, sauf pour certaines exceptions précises, que des informations spécifiques doivent être traitées comme confidentielles lorsque ces informations spécifiques sont potentiellement utiles à une personne malveillante; et traitent du transport de l'énergie effectué dans des installations qui pourraient, si elles étaient endommagées, avoir un impact négatif sur la sécurité nationale, la sécurité économique, la sécurité ou la santé du public.
15. La situation internationale et un incident préoccupant de sabotage par armes à feu de deux postes en boucle en Caroline du Nord (États-Unis) en décembre 2022 ont déclenché une réflexion chez Hydro-Québec quant aux menaces possibles à ses installations. Notamment, Hydro-Québec a rehaussé son niveau de risque de sabotage physique contre le réseau de transport après l'incident en Caroline du Nord.
16. Le Transporteur considère que la publication du nombre de transformateurs dans un poste, des capacités et marges en exploitation de transformateurs et de lignes, les calendriers de dépassements de transformateurs et de lignes, des stratégies de relève et de gestion de contingences, des précisions quant à la nature de la charge raccordée à certains postes pourraient permettre un ciblage plus précis de sabotages physiques et cybernétiques par des personnes malveillantes.
17. Le Transporteur a fait des demandes de confidentialité similaires visant des données d'exploitation et de planification dans le cadre du dossier tarifaire (R-4270-2024, pour la pièce HQT-2, Document 1, annexe C) et du budget des investissements (R-4271-2024, pour la pièce HQT-1, Document 1, annexe 1).
18. Le Transporteur souligne qu'il doit désormais, par cohérence avec sa nouvelle approche par rapport à la confidentialité de ses données d'exploitation et de planification, demander la protection des informations d'exploitation dans toutes ses demandes afin d'empêcher la combinaison des données entre dossiers par une personne malveillante.

IV. NATURE DU PRÉJUDICE DÉCOULANT DE LA DIVULGATION

19. La divulgation publique des Informations confidentielles pourrait permettre le ciblage plus précis pour des sabotages physiques et cybernétiques sur le réseau de transport d'Hydro-Québec, ce qui augmenterait le risque à la sécurité, au maintien de ce réseau et par conséquent au service électrique de la clientèle.
20. Le caractère confidentiel de ces renseignements devrait être reconnu et protégé par la Régie comme ce fut le cas pour les informations concernant les infrastructures énergétiques critiques (CEII). La restriction à la divulgation des Informations confidentielles a comme objet principal de protéger les installations d'Hydro-Québec, et sa clientèle, à l'encontre d'actes à caractère malveillant.

V. DURÉE DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL

21. Pour des motifs notamment de sécurité de ses installations, le Transporteur soumet que le caractère confidentiel de ces renseignements doit être reconnu par la Régie, et ce, pour une période sans restriction quant à sa durée, tel que pour les CEII.
22. Le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des Informations confidentielles puisque leur caractère confidentiel de même que l'intérêt public le requièrent.

VI. CONCLUSIONS

23. Tous les faits allégués au présent document sont vrais.
24. Je demeure à la disposition de la Régie pour répondre, à huis clos le cas échéant, à toute question que la Régie pourrait avoir à cet égard.

(Suite page de signature)

Et j'ai signé à Montréal, Québec,
Ce 18 octobre 2024

(s) Stéphane Desbiens

Stéphane Desbiens

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon
commissaire à l'assermentation # 150462
Pour tous les districts du Québec.

AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT
LES PIÈCES HQT-1, DOCUMENT 2 ET HQT-1, DOCUMENT 2, ANNEXE 1
DÉPOSÉES SOUS PLI CONFIDENTIEL

Je, soussigné, **Mario Albert**, directeur principal – Approvisionnement stratégique, Groupe – Exploitation et infrastructures, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 6^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

I. INTRODUCTION

1. J'occupe les fonctions de directeur principal – Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec, et ce depuis février 2016.
2. La direction principale – Approvisionnement stratégique a pour mission d'approvisionner Hydro-Québec conformément à sa mission et ses besoins, et ce, au meilleur coût global en tenant compte du cycle de vie et de la qualité des biens et services tout en favorisant les retombées économiques au Québec.
3. La direction principale – Approvisionnement stratégique est donc responsable des achats de biens et services requis pour le projet décrit à la présente demande d'autorisation (ci-après désigné le « Projet »).
4. Dans le cadre de l'exercice de mes fonctions de directeur principal – Approvisionnement stratégique, je dois notamment m'assurer que les processus requis afin d'améliorer la qualité des produits et services offerts, et ce, au meilleur coût, soient implantés.
5. Après l'obtention de l'autorisation de la Régie pour la réalisation du Projet, le cas échéant, le Transporteur, en collaboration avec la direction principale – Approvisionnement stratégique, entreprendra les démarches requises pour se procurer les biens et services énumérés dans la preuve documentaire déposée à la Régie dans le présent dossier.

II. OBJET DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

6. Selon le cadre réglementaire décrit en titre de la demande d'autorisation, y incluant les dispositions du Guide de dépôt pour Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité, le Transporteur doit produire auprès de la Régie des renseignements spécifiques à l'appui de sa demande.
7. Dans le présent dossier, le Transporteur a produit auprès de la Régie une preuve documentaire complète qui inclut tous les renseignements exigés par le cadre réglementaire précité, notamment la pièce HQT-1, Document 2 et la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier.
8. Généralement, les renseignements exigés par le cadre réglementaire précité pour les demandes d'autorisation, comme en l'instance, sont diffusés publiquement par la Régie dans le cadre du processus d'autorisation.

9. Dans le présent dossier, le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la Loi sur la Régie de l'énergie et d'interdire toute divulgation des renseignements sur les coûts du Projet et des coûts globaux associés aux rubriques suivantes de la pièce HQT-1, Document 2 et de la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier :
- Coûts de l'avant-projet :
 - Études d'avant-projet
 - Autres coûts
 - Frais financiers
 - Coûts du Projet :
 - Ingénierie interne
 - Ingénierie externe
 - Approvisionnement
 - Construction
 - Gérance interne
 - Gérance externe
 - Provision
 - Autres coûts
 - Coûts globaux :
 - Renforcement du réseau de transport principal
 - Poste Jean-Jacques-Archambault
 - Coûts annuels :
 - « Croissance des besoins de la clientèle »

Ci-après les « **Informations confidentielles** »

10. Les Informations confidentielles présentent l'évaluation détaillée des coûts de réalisation des travaux.
11. Dans le cadre de la présente demande, le Transporteur demande que les Informations confidentielles le demeurent.
12. Cette demande du Transporteur est fondée et d'intérêt public pour les motifs ci-après décrits.

III. MOTIFS DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

13. Afin d'assurer une saine concurrence et un niveau de compétitivité optimal, la direction principale – Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec soutient que le caractère confidentiel des Informations confidentielles doit être reconnu par la Régie.
14. Afin d'obtenir les meilleures conditions du marché, Hydro-Québec favorise généralement des modes d'acquisition faisant appel à la concurrence entre les fournisseurs.

15. Pour ce faire, Hydro-Québec sollicite les fournisseurs par appels d'offres ou de propositions.
16. Or, comme c'est le cas pour les équipements des postes et des lignes de transport d'électricité, la nature technique des biens et services acquis ainsi que leur application particulière (gestion d'un réseau électrique) entraînent dans certains domaines une offre minimale, c.-à-d. un nombre de fournisseurs souvent restreint par catégorie de biens et services.
17. Dans ce contexte, l'entreprise met en place depuis quelques années des stratégies d'approvisionnement plus élaborées en phase avec les meilleures pratiques du marché, et ce, tant pour les équipements stratégiques que pour les travaux de construction, les divers services spécialisés et l'ingénierie.
18. Dans le cadre du déploiement de ces nouvelles approches, certains projets stratégiques, notamment des projets d'envergure qu'Hydro-Québec souhaite réaliser en mode clé en main, ont été identifiés.
19. À terme, Hydro-Québec souhaite adopter ces approches pour la réalisation de l'ensemble de ses projets.
20. À titre d'exemple et conformément aux bonnes pratiques du domaine reconnues notamment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la direction principale – Approvisionnement stratégique d'Hydro-Québec souhaite maintenir l'imprévisibilité de ses processus de mise en concurrence et de ses négociations.
21. Il est en effet reconnu que l'une des façons de maintenir un marché compétitif est de maintenir l'imprévisibilité dans le développement des stratégies d'approvisionnement.
22. Une connaissance préalable des Informations confidentielles par un nombre restreint de fournisseurs potentiels pourrait induire une compétitivité moindre et par conséquent empêcher Hydro-Québec d'obtenir, pour les biens et services requis par le Projet, la meilleure qualité au moindre coût.
23. Les informations de la nature des Informations confidentielles sont considérées et traitées comme confidentielles par Hydro-Québec dans le cours normal de ses activités. Seules les personnes ayant besoin de connaître ces informations pour leur travail (planification budgétaire, Régie de l'énergie, préparation d'appel de propositions, par exemple) y ont accès.
24. Dans les marchés non réglementés, les informations de la nature des Informations confidentielles ne sont pas divulguées.
25. Afin d'obtenir le juste prix tout en traitant ses fournisseurs avec équité, considérant la nature du marché des fournisseurs décrit précédemment, Hydro-Québec s'est dotée avec les années d'une entité indépendante, responsable de traiter la réception des soumissions.

26. Connue comme le Bureau d'ouverture des soumissions, cette entité, tout comme l'ensemble des équipes de la direction principale – Approvisionnement stratégique, se gouverne depuis de nombreuses années à l'aide de processus de travail issus d'une longue tradition de rigueur.
27. Hydro-Québec a notamment introduit un processus à deux enveloppes où les prix sont isolés de l'offre de biens ou de services lors du dépôt des soumissions.
28. Les justes prix recherchés font l'objet, lors de la préparation des appels au marché, d'un processus rigoureux d'estimation basé notamment sur notre expérience et notre connaissance des prix de marché.
29. Cette recherche du juste prix s'accorde difficilement avec la divulgation publique des Informations confidentielles.

IV. NATURE DU PRÉJUDICE DÉCOULANT DE LA DIVULGATION

30. Hydro-Québec souhaite que ses fournisseurs fassent preuve de créativité afin de générer des économies pour l'entreprise.
31. La divulgation des Informations confidentielles limiterait le potentiel de création de valeur pour Hydro-Québec.
32. Si les fournisseurs connaissaient les coûts détaillés des travaux, ils pourraient préparer leurs soumissions en fonction de ceux-ci plutôt que de faire preuve de créativité et ainsi créer un maximum de valeur pour Hydro-Québec, notamment en lui permettant d'obtenir les biens et services requis au meilleur coût possible.

V. DURÉE DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL

33. Afin d'assurer la compétitivité des marchés lors de travaux futurs notamment sur les installations visées par le Projet, il est requis de maintenir la confidentialité des Informations confidentielles pour une période suffisamment longue pour éviter que le Transporteur ne soit désavantagé envers les fournisseurs.
34. Si les Informations confidentielles devenaient connues prématurément par les fournisseurs, ceux-ci pourraient les considérer comme le prix requis, ce qui aurait pour effet de limiter l'impact positif de la concurrence.
35. L'éventuelle ordonnance de confidentialité visant la pièce HQT-1, Document 2 et la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, déposées sous pli confidentiel dans le présent dossier, devrait donc être en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale.

VI. SUIVIS AU RAPPORT ANNUEL

36. Les motifs soulevés dans la présente affirmation solennelle pour préserver la confidentialité des Informations confidentielles sont également pertinents pour le suivi des coûts réels, si la Régie détermine qu'il doit être présenté, dans le rapport annuel du Transporteur, selon la même forme et le même niveau de détail que

ceux du tableau 3 – Coûts globaux des travaux par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2.

VII. CONCLUSIONS

37. Pour les motifs susmentionnés, il est dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que les renseignements sur les coûts du Projet et des coûts globaux associés aux rubriques de la pièce HQT-1, Document 2 et de la pièce HQT-1, Document 2, Annexe 1, comme exposées à la demande d'autorisation, demeurent confidentiels jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale.
38. Pour ces mêmes motifs, il est également dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que le suivi des coûts réels dont le Transporteur doit faire état dans son rapport annuel, si la Régie détermine qu'il doit être présenté selon la même forme et le même niveau de détail que ceux du tableau 3 – Coûts globaux des travaux par élément, déposé sous pli confidentiel à la pièce HQT-1, Document 2, demeure confidentiel jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an de la mise en service finale.
39. Je demeure à la disposition de la Régie pour répondre, à huis clos, le cas échéant, à toute question que la Régie pourrait avoir à cet égard.

Et j'ai signé à Blainville, Québec,
Le 18 octobre 2024

(s) Mario Albert

Mario Albert

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon
commissaire à l'assermentation # 150462
Pour tous les districts du Québec

AFFIRMATION SOLENNELLE CONCERNANT LA PIÈCE HQT-1, DOCUMENT 1,
ANNEXE 6, DÉPOSÉE SOUS PLI CONFIDENTIEL

Je, soussignée, **Nada Duchesne**, cheffe – Proposition et estimation, Direction – Efficacité projets construction et réfection, Groupe – Exploitation et infrastructures, Hydro-Québec, à la Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 19^e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, affirme solennellement ce qui suit :

VII. INTRODUCTION

1. La direction principale – Approvisionnement stratégique est responsable des achats de biens et services requis pour le projet décrit à la présente demande d'autorisation (ci-après désigné le « Projet »).
2. Notre équipe est responsable d'encadrer ainsi que d'émettre les estimations et planifications des projets de production et de transport.
3. Dans le cadre de l'exercice de mes fonctions, je dois notamment m'assurer que les planifications et estimations respectent les meilleures pratiques de l'industrie en faisant en sorte qu'elles reposent sur des bases solides en termes de productivité, d'inflation, de quantification des risques et de conditions de marché.
4. Cet aspect est d'importance car il s'insère dans les divers marchés qu'Hydro-Québec va conclure avec divers fournisseurs pour réaliser notamment le Projet conformément à sa mission et ses besoins, et ce, au meilleur coût global.

VIII. OBJET DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

5. Dans le présent dossier, le Transporteur demande à la Régie de se prévaloir de l'article 30 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* et d'interdire toute divulgation des informations confidentielles associées au Projet à la pièce HQT-1, Document 1, Annexe 6 qui concerne les taux d'inflation ventilés par composantes comme ce fut reconnu par la décision D-2022-003.
6. Hydro-Québec a développé, pour les besoins d'estimation de ses projets, des modèles types d'inflation par secteurs d'activités (Réfection, nouveaux aménagements, ligne, poste, télécommunications, bâtiments et centrales en réseaux autonomes).
7. Les informations confidentielles de la pièce précitée présentent :
 - a. Les composantes, leurs combinaisons et pondérations ;
 - b. Des facteurs associés aux marges de profit et à la productivité des fournisseurs ;
 - c. Un exemple de calcul de taux d'inflation comportant pour chaque composante ou facteur des taux de variation et des proportions ;
 - d. Les taux d'inflation spécifiques aux équipements qui incluent au moins une année atypique.

La divulgation de ces informations confidentielles peut avoir un impact notable défavorable sur les coûts de réalisation du Projet ainsi que de tous les projets en cours et à venir du Transporteur.

8. Les informations confidentielles constituent un ensemble qui représente la méthode utilisée par Hydro-Québec. Il s'agit d'informations de grande valeur.
9. Tout fournisseur qui détient ces informations confidentielles pourrait les utiliser sur une longue période ce qui pourrait lui procurer un avantage au détriment d'une saine concurrence et de la création de valeur et ce, au détriment d'Hydro-Québec et de la clientèle réglementée.
10. Dans le cadre de la présente demande, le Transporteur demande que les informations confidentielles précitées le demeurent.
11. Cette demande du Transporteur est fondée et d'intérêt public pour les motifs ci-après décrits.

IX. MOTIFS DE LA DEMANDE DE CONFIDENTIALITÉ

12. Afin d'assurer une saine concurrence et un niveau de compétitivité optimal, Hydro-Québec soutient que le caractère confidentiel des Informations confidentielles doit être reconnu par la Régie.
13. Afin d'obtenir les meilleures conditions du marché, Hydro-Québec favorise généralement des modes d'acquisition faisant appel à la concurrence entre les fournisseurs.
14. Pour ce faire, Hydro-Québec sollicite les fournisseurs par appels d'offres ou de propositions.
15. Or, comme c'est le cas pour les équipements des postes et des lignes de transport d'électricité, la nature technique des biens et services acquis ainsi que leur application particulière (gestion d'un réseau électrique) entraînent dans certains domaines une offre minimale, c.-à-d. un nombre de fournisseurs souvent restreint par catégorie de biens et services.
16. Dans ce contexte, l'entreprise souhaite préserver la confidentialité des informations confidentielles précitées afin de maintenir l'imprévisibilité de ses processus de mise en concurrence et de ses négociations avec les fournisseurs.
17. Une connaissance préalable des informations confidentielles par un nombre restreint de fournisseurs potentiels pourrait empêcher Hydro-Québec d'obtenir, pour les biens et services requis par le Projet, la meilleure qualité au moindre coût.
18. Les informations de la nature des informations confidentielles sont considérées et traitées comme confidentielles par Hydro-Québec dans le cours normal de ses activités. Seules les personnes ayant besoin de connaître ces informations pour leur travail (planification budgétaire, Régie de l'énergie, préparation d'appel de propositions, par exemple) y ont accès.

19. Dans les marchés non réglementés, les informations de la nature des Informations confidentielles ne sont pas divulguées.
20. Les justes prix recherchés par Hydro-Québec font l'objet, lors de la préparation des appels au marché, d'un processus rigoureux d'estimation basé notamment sur notre expérience et notre connaissance des prix de marché, y incluant les informations confidentielles en cause.
21. Cette recherche du juste prix ne s'accorde pas avec la divulgation publique des informations confidentielles en cause.

X. NATURE DU PRÉJUDICE DÉCOULANT DE LA DIVULGATION

22. Hydro-Québec souhaite que ses fournisseurs fassent preuve de créativité afin de générer des économies pour l'entreprise.
23. La divulgation des informations confidentielles limiterait le potentiel de création de valeur pour Hydro-Québec.
24. Si les fournisseurs connaissaient les informations confidentielles précitées cela pourrait exercer une influence notable défavorable sur les coûts du Projet; ils pourraient préparer leurs soumissions en fonction de ceux-ci plutôt que de faire preuve de créativité et ainsi créer un maximum de valeur pour Hydro-Québec, notamment en lui permettant d'obtenir les biens et services requis au meilleur coût possible.

XI. DURÉE DU TRAITEMENT CONFIDENTIEL

25. Afin d'assurer la compétitivité des marchés lors de travaux futurs notamment sur les installations visées par le Projet, il est requis de maintenir la confidentialité des informations confidentielles pour une longue période pour éviter qu'Hydro-Québec ne soit désavantagée envers les fournisseurs.
26. Si les informations confidentielles devenaient connues par les fournisseurs, ceux-ci pourraient les considérer pour établir le prix requis, ce qui aurait pour effet de limiter l'impact positif de la concurrence.
27. L'éventuelle ordonnance de confidentialité dans le présent dossier, devrait donc être en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet selon la décision D-2022-003.

XII. CONCLUSIONS

28. Pour les motifs susmentionnés, il est dans l'intérêt d'Hydro-Québec et de l'ensemble de sa clientèle que les informations confidentielles contenues à la pièce en cause demeurent confidentielles jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt ans de la mise en service finale du Projet.

29. Tous les faits mentionnés dans la présente affirmation solennelle sont vrais.

Et j'ai signé à Brossard, Québec,
Le 18 octobre 2024

(s) Nada Duchesne

Nada Duchesne

Déclaré solennellement devant moi par vidéoconférence
à Chambly, Québec, le 18 octobre 2024

(s) Josée Gagnon

Josée Gagnon
commissaire à l'assermentation # 150462
Pour tous les districts du Québec